

**GAZTRANSPORT ET TECHNIGAZ**  
Société anonyme au capital de 371 177,72 euros  
Siège social : 1 route de Versailles – 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse  
662 001 403 R.C.S. Versailles

**Descriptif du programme de rachat d'actions établi conformément aux dispositions des articles 241-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers**

**Mise en œuvre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 16 juin 2026**

**Emetteur** : GTT / code ISIN FR 0011726835 (compartiment A)

**Titres concernés** : Actions ordinaires

**Autorisation de l'opération** : Assemblée générale mixte des actionnaires du 16 juin 2026

**Décision de mise en œuvre** : 16 juin 2026

**Part maximale du capital dont l'achat a été autorisé par l'Assemblée générale** : 10 % du nombre d'actions composant le capital de GTT, soit, à titre indicatif, au 31 décembre 2025, 3 711 777 actions.

Il est ici précisé que :

- (i) le nombre d'actions acquises par GTT en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure dans le cadre d'opérations de croissance externe ne peut excéder 5 % du nombre d'actions composant le capital social ;
- (ii) lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues, pendant la durée de l'autorisation ;
- (iii) GTT ne pourra en aucun cas détenir, directement ou indirectement, plus de 10 % de son capital.

**Prix maximum d'achat** : 260 € par action (hors frais).

**Montant maximum des fonds pouvant être affectés à la réalisation du présent programme** : 965 062 020 €.

**Objectifs du programme** :

- la mise en œuvre de (i) plans d'options d'achat d'actions ou (ii) de plans d'attribution gratuite d'actions, ou (iii) l'attribution ou la cession d'actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne salariale dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail, par cession des actions préalablement acquises par la Société dans le cadre de la 15<sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 16 juin 2026 ou prévoyant une attribution gratuite de ces actions au titre d'un abondement en titres de la Société et/ou en substitution de la décote ou (iv) toute autre forme d'attribution, d'allocation ou de cession au profit des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées ;

- la remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société ;
- la conservation et la remise ultérieure d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe dans la limite de 5 % du nombre d'actions composant le capital social ;
- l'annulation de tout ou partie des actions rachetées dans le cadre d'une résolution d'Assemblée générale en vigueur ; et
- l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise instaurée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce programme de rachat d'actions serait également destiné à permettre à la Société d'opérer dans tout autre but permis ou qui viendrait à être permis par la loi ou la réglementation en vigueur et pour les besoins de la mise en œuvre de toute pratique qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

L'acquisition ou le transfert des actions pourront être réalisés, à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par celles prévues par la 15<sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 16 juin 2026, en une ou plusieurs fois, par tous moyens autorisés par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs de titres (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Le Conseil d'administration pourra utiliser la présente autorisation à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et celles prévues par la 15<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée générale du 16 juin 2026 (sauf en période d'offre publique lancée par un tiers et visant les actions de la Société).

**Durée du programme** : à compter du jour de la publication du présent « descriptif de programme » et jusqu'au 15 décembre 2027, soit 18 mois à compter de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 16 juin 2026.

**Répartition par objectif des actions détenues** : au 16 juin 2026, GTT ne détenait aucune action au titre de son contrat de liquidité conclu avec Rothschild Martin Maurel destiné à l'animation du marché de l'action GTT et conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers, et détenait 11 717 actions GTT hors contrat de liquidité, représentant au total 0,03 % du capital social.

Ce document est publié le 16 juin 2026, conformément aux dispositions du Règlement général de l'AMF, préalablement à la mise en œuvre du programme.